

Lorsque l'honorable député d'York-Humber (M¹¹^e Aitken) et moi-même avons visité l'Orient l'été dernier, nous avons constaté que les Japonais s'intéressent vivement au Canada. L'accueil royal que leur gouvernement nous a fait nous a impressionnés, ainsi que la façon étonnante dont leur pays s'est relevé depuis la guerre. Et nous avons aussi été impressionnés par le souci évident qu'ils ont d'améliorer les rouages de leur gouvernement représentatif et de rendre encore meilleures les relations entre nos deux pays.

Notre ministère du Commerce a surveillé avec soin, et avec d'heureux résultats, notre commerce général avec le Japon, et j'espère que nous continuerons à rechercher des possibilités d'échanges, particulièrement en ce qui a trait à l'ouverture de débouchés là-bas pour le fromage cheddar canadien. J'ai eu l'honneur de porter la parole lors du 27^e congrès annuel de l'Association des producteurs de fromage, à Toronto, ce mois-ci. Même si les fabriques de fromage de l'Ontario ont fortement diminué en nombre ces dernières années, elles restent quand même déterminées à maintenir la qualité du fromage cheddar canadien qui lui a valu sa réputation mondiale et sa popularité sur le marché anglais. Je me réjouis de cette détermination, que j'encourage, et je souhaite que le marché anglais s'élargisse et que d'autres débouchés s'ouvrent.

Au cours de l'année écoulée, la circonscription que je représente a retiré d'excellents revenus de ses produits laitiers. Nous sympathisons avec notre ministre de l'Agriculture pour les problèmes d'excédents que divers éléments lui ont causés, et nous sommes heureux de savoir qu'il vise à maintenir les recettes agricoles à un niveau raisonnable, comparativement à l'ensemble de l'économie. Les nouvelles mesures législatives concernant le crédit agricole sont destinées à aider les jeunes cultivateurs à s'établir sur des fermes qui soient rentables, et l'on s'attend que ces mesures constituent un nouveau moyen efficace et pratique par lequel le gouvernement pourra aider les Canadiens à s'aider eux-mêmes. Nous suivons avec beaucoup d'intérêt la réunion qui se déroule présentement à Paris, où nous sommes représentés par deux de nos ministres supérieurs, et nous comptons qu'il en découlera des résultats avantageux pour nos intérêts agricoles.

Nous sommes fiers du prestige dont jouissent nos ministres dans les réunions internationales, et nous devons notamment remercier le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Green) de sa contribution importante à cet égard. C'est heureux, à vrai dire, que nous soyons représentés par un homme d'une telle expérience et d'une telle intégrité, dans un monde tellement

menacé par l'agression sous diverses formes insidieuses. C'est déjà assez inquiétant d'entendre parler de ces diverses forces agressives, et c'est encore plus inquiétant de les voir soi-même effectivement à l'œuvre. Je félicite chaleureusement le secrétaire d'État aux Affaires extérieures de ses progrès, et aussi de son attitude nette et franche, qui ne surprend aucun de ceux qui le connaissent, mais qui, j'en suis sûre, continuera d'accroître le respect dont lui et le Canada jouissent dans les affaires mondiales. On admire encore, heureusement, l'apport des personnalités fortes, et nous avons des personnalités du calibre voulu qui attirent la confiance du public.

Les Canadiens sont un peuple fier, qui trouve plaisir à récolter les fruits de son labeur. Nous avons fait de grands pas dans la voie du progrès social, et il ne doit pas y avoir de retour en arrière. Selon notre conception moderne des relations humaines, la nécessité d'envisager et de combattre les inégalités qui existent au sein de notre population est en quelque sorte un devoir permanent. Il ne faut pas cependant que nos jeunes voient dans les dépenses qui s'imposent au titre du bien-être, et qui augmenteront au fur et à mesure que notre population s'accroîtra, un moyen de remplacer les satisfactions et la sécurité qui sont la récompense de l'effort personnel. Il ne faut pas cesser d'entretenir, dans les individus, le sens de la dignité et de la responsabilité. La sécurité à laquelle une personne peut atteindre ne se mesure qu'à son degré d'initiative.

La sécurité ne peut être que le résultat des efforts et du labeur de quelqu'un, même si les gouvernements s'enorgueillissent d'en distribuer une bonne dose et y gagnent en popularité. Qu'on parle de libre entreprise, d'entreprise privée ou d'effort personnel, il s'agit toujours de ce vigoureux instinct qui pousse l'homme à faire œuvre de pionnier, et à trouver dans ses réussites cette fierté qui a fait de notre pays le plus grand, pour son âge, dans la civilisation moderne. Ne permettons pas à ceux qui cherchent à populariser la domination de l'État sur l'entreprise, et le rationnement de la sécurité, d'embrouiller notre vision et d'égarer notre initiative.

Ce n'est que par l'initiative de chacun, par l'esprit d'entreprise et par l'amour-propre qu'on peut arriver à maintenir la distinction qui existe entre la dictature et la démocratie. Nul gouvernement,—puisque, en somme, un gouvernement n'est qu'une chose humaine,—ne peut donner à la vie une sécurité et une certitude totale. Ce qui fait la tragédie et l'horreur du communisme, c'est précisément